

qui se font actuellement aux États-Unis et en Russie. Bien entendu, les savants ne sont pas d'accord sur les effets qu'elles peuvent produire; nul ne le sait. Mais un groupe d'éminents spécialistes en énergie atomique nous prévient que les dangers sont vraiment graves et imminents.

J'exhorte donc de nouveau le Gouvernement à faire son possible, et je crois que le Canada peut faire beaucoup car, en somme, il est représenté au sein de la Commission de l'énergie atomique des Nations Unies de même que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie.

Nous devons faire tout en notre pouvoir pour organiser une conférence des puissances qui ont des armes nucléaires, en vue de mettre fin à ces dangereuses expériences. Pour ma part, je crois que le contrôle de la fabrication et de l'utilisation de ces armes doit en définitive faire l'objet d'une conférence ou un accord plus vastes sur le désarmement. Je comprends fort bien que le désarmement est inextricablement lié à la solution des différends politiques. Les puissances occidentales ont déclaré qu'on ne pourra tenir de nouvelle conférence des grandes puissances avant la ratification des accords de Londres et de Paris. Quelles que soient les opinions entretenues au sujet de ces accords, il semble bien que la France accordera vraiment la dernière ratification requise. Les autres pays en cause n'entretennent plus de doute. On devrait donc convoquer immédiatement une conférence des Quatre, ne serait-ce que pour élaborer un accord au sujet des armes nucléaires. Je le répète, j'aimerais que l'on prenne des mesures efficaces en vue du désarmement dans le cadre d'une entente générale sur la solution des différends et des problèmes actuels, par voie de négociation.

En parlant ainsi, je ne me fais aucune illusion sur la possibilité de tenir immédiatement de tels pourparlers. Je sais bien qu'il faudrait bien du temps, et que ces pourparlers devraient peut-être s'effectuer bribe par bribe, étape par étape.

S'il adoptait cette attitude, le Canada pourrait rendre un très utile service en prenant publiquement et explicitement l'initiative de convoquer une conférence de ce genre qui serait suivie, évidemment, de l'application des dispositions de la charte des Nations Unies relatives à la sécurité et au désarmement général. Cependant, en dépit de ce que le ministre a dit cet après-midi, je persiste à croire,—j'en suis convaincu comme un grand nombre le sont—, qu'il ne faut pas chercher la solution des problèmes qui se posent au monde actuellement dans la mise au point

d'engins nucléaires et d'armements et l'installation de bases d'un bout du monde à l'autre afin de contenir le communisme.

Je crois que c'est dans un autre domaine que celui de l'endiguement et de l'organisation militaires qu'il est possible de tenir en échec la propagande et l'agression communistes. L'Organisation des Nations Unies a déjà fait beaucoup à cet égard. L'Organisation mondiale de la santé a beaucoup travaillé à l'amélioration des normes d'hygiène et à l'élimination des maladies tropicales qui désolaient les pays de l'Asie et de l'Afrique,—oui, et certaines régions de l'Europe et de l'Amérique du Sud,—depuis des générations. Voilà le genre d'œuvres qui augmentent le prestige des démocraties occidentales. Cependant, les montants que nous avons votés, quand on les compare à nos dépenses aux fins de la défense militaire, font pitié et sont bien insuffisants.

Le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a consigné, cet après-midi, au hasard, certains chiffres très probants au sujet de notre quote-part pour le plan de Colombo et le programme d'aide technique des Nations Unies. Un autre organisme qui a gagné beaucoup d'appui à la cause démocratique est le Fonds international de secours à l'Enfance des Nations Unies. Il est évidemment alimenté par des cotisations publiques et nationales (ou internationales si l'on veut) et des cotisations bénévoles, et son activité est certes de nature à lui valoir l'approbation du public. Il serait, sans doute, possible d'énumérer bien d'autres entreprises du même genre.

Somme toute, si nous voulons gagner la guerre (la guerre froide si l'on veut, cette lutte pour s'emparer de l'esprit des hommes,) il nous faudra faire un effort beaucoup plus grand pour supprimer les causes de maladies, de famine et de misère, et relever le niveau d'existence dans le monde entier. C'est surtout dans les régions en proie aux difficultés économiques, non seulement à l'étranger, mais dans notre propre pays, que l'on constate l'éclosion et le développement du communisme. Il est exact, certes, que parmi les communistes les plus actifs, on trouve des idéalistes fourvoyés qui, impatientés par la lente mise au point des principes humanitaires chez nous, sont convaincus que les mouvements révolutionnaires offrent le meilleur espoir de succès rapide. Inutile de dire qu'ils ferment les yeux sur les souffrances qu'entraînent inévitablement les violentes révolutions, qu'elles aient lieu en Chine, en Russie ou dans tout autre pays; ces souffrances se continuent non seulement durant